

# Des pensions allemandes qui dérangent encore 70 ans après

■ L'Allemagne en verse encore à des ayants droit de "collabos". Les "anciens" réclament la clarté.

C'est une réalité naturelle implacable: à quelques exceptions près, les collaborateurs belges des nazis ne sont plus de ce monde. Mais certains ayants droit de ceux qui ont volontairement servi sous les couleurs du Reich bénéficient toujours d'une pension versée par la République allemande. Une pension qui peut être comprise entre 600 et 1 500 euros par mois selon certaines affirmations.

Combien? Impossible d'avancer des données précises actuelles. Globalement, 25 000 Flamands et 13 000 francophones ont rejoint le camp nazi. Combien bénéficient encore de la pension? Si l'Allemagne a définitivement rompu avec ses vieux démons, elle maintient un voile pudique sur ce dossier. Il faut préciser aussi que la République fédérale n'a pas signé les accords de Potsdam (qui scellèrent le sort des nations vaincues).

En Belgique, la question interpelle depuis près de 20 ans. En 1997, le parlementaire et avocat anversois Fred Erdman (SP.A) avait remué ciel et terre pour qu'on recoupe l'assertion qui voulait que 324 collaborateurs belges purs "Troisième Reich" jouissaient d'une pension allemande. A l'époque, personne ne releva ce délicat couvercle.

## Encore 2050 en 2012

En fait, c'était une sous-estimation... En 2012, Alvin De Coninck, fils d'un ancien résistant flamand qui s'intéressait aux pensions des travailleurs forcés, avait établi que l'Allemagne payait toujours les pensions de près de 2 500 collaborateurs belges du Reich (ou en tout cas de leurs veuves). Depuis lors, cet habitant d'Hoegaarden a continué à creuser. L'accès à l'information reste cependant très difficile. Le Groupe Mémoire – qui réunit les "anciens" prisonniers politiques – a dès lors décidé de s'investir à son tour dans cette question.

Comme l'explique sa porte-parole Claire Pahaut, "il est temps de faire toute la clarté sur ces conséquences de la guerre, par respect aussi pour tous ceux qui se sont

battus contre le nazisme et pour en tirer les leçons. C'est pourquoi nous plaçons résolument pour la mise sur pied d'une commission belgo-allemande qui mettrait tous les éléments à plat et les confierait aux historiens".

## Des résistants outrés

Pieter-Paul Baeten, le président du Groupe Mémoire, va plus loin: "En janvier 2015, le gouvernement néerlandais a signalé qu'il existait une directive en vertu de laquelle les Etats européens étaient soumis à une obligation de s'informer mutuellement des pensions qu'ils versent à leurs citoyens respectifs. Le 'hic' est que cette obligation valait uniquement pour les pensions civiles et non pour les pensions militaires".

Cela ne permet pas d'y voir clair. D'autant plus qu'on sait à travers les révélations de "Panorama" (télé allemande ARD) que la Croix-Rouge allemande a été sollicitée pour payer des indemnités

à des "cas délicats" – entendez: damnés pour crimes de guerre.

Cela turlupine le président du Groupe Mémoire: "On peut avancer que cela a aussi pu s'appliquer à des Belges condamnés pour crimes de guerre. En Allemagne, les peines de prison des auteurs de crimes de guerre ont été considérées comme des années au service de l'Allemagne et ont donné lieu à une pension majorée. Il serait temps que le gouvernement allemand se prononce sur ce sujet".

Pas de manière polémique mais scientifique... "Nous concevons difficilement que l'actuel gouvernement démocratique de la République fédérale puisse continuer à refuser de collaborer à l'élimination des derniers vestiges de la Deuxième Guerre mondiale. Cela constituerait une étape importante dans la réconciliation des cœurs et des esprits dans la nouvelle Europe démocratique."

Christian Laporte

**"Il est temps de faire toute la clarté sur ces conséquences de la guerre, par respect pour tous ceux qui se sont battus contre le nazisme."**

CLAIRE PAHAUT  
Groupe Mémoire.



Léon Degrelle (à gauche) passe en revue des troupes wallonnes avec deux généraux allemands à Charleroi. Environ 13 000 francophones ont combattu avec l'armée du Troisième Reich.